



Conseil économique et social

Distr. générale
20 janvier 2006
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquantième session

27 février-10 mars 2006

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par Mothers' Union, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2006/1.



Déclaration

Le lien entre l'inégalité entre les sexes et l'inégalité de développement

Depuis que les gouvernements du monde ont reconnu que *le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la vie sociale ... sont des conditions essentielles à l'égalité, au développement et à la paix*¹, nos efforts de développement se sont axés sur les objectifs du Millénaire pour le développement² (OMD). Toutefois, l'inégalité continue de s'accroître, non seulement entre pays riches et pauvres mais aussi à l'intérieur de ces pays. Les conditions de vie des femmes en particulier s'améliorent beaucoup moins que celles des hommes vivant dans les mêmes pays. Malgré quelques progrès, dont une réduction du nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême ainsi que de l'écart entre garçons et filles pour ce qui est de la fréquentation scolaire³, les femmes et les filles n'ont toujours pas accès sur un pied d'égalité aux droits, aux ressources et aux possibilités qui leur assureront la participation envisagée dans le Programme d'action de Beijing. Le développement progresse donc lentement et de manière inégale et l'on prévoit qu'il sera impossible de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Les membres de Mothers' Union notent que tous les jours la participation des femmes est entravée partout dans le monde par des obstacles dans :

1. L'éducation

Les membres de Mothers' Union savent que l'éducation donne aux femmes et aux filles les moyens d'effectuer des changements pour elles-mêmes ainsi que pour leur communauté. Elles sont déçues de constater que 94 pays n'ont pas atteint l'objectif fixé en matière de parité des sexes dans l'enseignement primaire pour 2005 et que les gouvernements du monde n'ont pas officiellement reconnu ce fait lors du Sommet mondial des Nations Unies en septembre 2005. Des chiffres récents de l'UNESCO révèlent que, sur les 100 millions d'enfants encore à scolariser, 57 % sont des filles. Or, les frais de scolarité, les coûts indirects des équipements scolaires et la préférence accordée à l'éducation des garçons restent une entrave majeure à la scolarisation des filles.

L'analphabétisme des femmes adultes est particulièrement préoccupant pour Mothers' Union : il en affecte 600 millions, contre 320 millions d'hommes⁴. Les efforts déployés pour relever le niveau d'instruction des filles doivent aller de pair avec une meilleure formation des femmes adultes en alphabétisation et en arithmétique ainsi qu'avec des cours de formation professionnelle à leur intention. Comme le reconnaît le Programme d'action de Beijing, l'accès égal des femmes de tous âges à l'éducation doit constituer une priorité stratégique.

¹ La Déclaration de Beijing a été approuvée par tous les États Membres de l'ONU en septembre 1995.

² Les 191 États Membres de l'ONU se sont engagés à atteindre les huit objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

³ UNIFEM, Le progrès des femmes à travers le monde 2005.

⁴ L'état de la population mondiale 2005, FNUAP.

2. La santé

La santé de la famille et de la communauté est liée à la santé de la femme, qui est donc essentielle. Or, pour nombre de membres de Mothers' Union, les soins de santé sont inaccessibles et inabordables tout en étant de qualité insuffisante. Il faut donc que les systèmes de santé soient attentifs aux besoins des femmes; il faut former davantage de personnel médical et construire davantage de centres de santé et d'hôpitaux. Il faut que les pays s'engagent à adopter des plans assortis d'objectifs et de calendriers réalistes auxquels ils affecteront des ressources.

C'est certainement dans le domaine de la santé génésique que les expériences des membres de Mothers' Union varient le plus. En Afrique subsaharienne, les femmes ont une chance sur 16 de mourir des suites de complications liées à la grossesse; dans les pays industrialisés, elles ont une chance sur 2 800⁵. Si l'on veut réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement visant à réduire la mortalité maternelle et à enrayer la propagation du VIH/sida, il faut que les femmes puissent maîtriser leur fécondité et que les problèmes de fond comme la pauvreté, la discrimination et la violence soient pris en main. Il faut aussi que les gouvernements assurent un accès universel aux services de santé génésique d'ici à 2015, comme ils l'ont promis en 1994⁶.

3. Le travail

La main-d'œuvre féminine ne cesse d'augmenter et les femmes sont les principales dispensatrices de soins familiaux. Or, les membres de Mothers' Union voient ces contributions traitées avec un dédain systématique dans leurs propres familles ou communautés ainsi que par les autorités. Dans l'intérêt des hommes comme des femmes, il faut que toutes les politiques de développement rendent compte de la totalité du travail des femmes, dans le secteur structuré ou non et rémunéré ou non.

Les droits économiques des femmes, tels que le droit à la propriété, à l'héritage et à l'égalité d'accès aux biens et aux ressources, notamment à la terre, au crédit et à la technologie, sont primordiaux et Mothers' Union a vu un signe positif dans le fait que les gouvernements du monde se sont encore engagés en 2005⁷ à les garantir – engagement qu'elle espère voir se concrétiser.

Un environnement propice à la promotion de la femme

L'éducation, la santé et le travail constituent trois domaines où l'égalité entre les sexes favorise le développement. Pour y parvenir, une transformation sociale, s'appuyant sur des lois exécutoires et des ressources suffisantes, s'impose. À cette fin, l'organisation Mothers' Union met en avant quatre principes :

1. Un environnement global

Tous les efforts de développement, même au niveau des questions solidaires de la paix, de la sécurité et des droits de l'homme, doivent tenir compte de l'inégalité

⁵ L'état de la population mondiale 2005, FNUAP.

⁶ Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, 1994.

⁷ Sommet mondial des Nations Unies, septembre 2005.

entre les sexes et s'aligner sur le Programme d'action de Beijing. Répondant aux critiques pour qui les objectifs du Millénaire pour le développement limitent l'égalité entre les sexes, la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme a déclaré que « l'application intégrale et effective du Programme d'action de Beijing est essentielle pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international ». Cela a certes été reconnu encore au Sommet mondial mais il faut faire plus pour l'égalité entre les sexes : de l'adoption de plans d'action nationaux pour réaliser les objectifs du Millénaire à l'adoption de mécanismes et d'instruments internationaux tels que l'OMC et la Commission de consolidation de la paix de l'ONU.

Les questions d'égalité entre les sexes sont au cœur du programme « alphabétisation et développement » de Mothers' Union. Des groupes d'alphabétisation élaborent par exemple des graphiques à secteurs qui montrent le nombre d'heures que les femmes passent chaque jour au travail en les comparant aux hommes. Les participants peuvent analyser et évaluer ce que l'on attend de chacun des deux sexes au sein du foyer et de la communauté et envisager des solutions aux problèmes que cette activité met en évidence.

2. Un environnement propice

Les OMD décrivent les femmes comme des outils passifs du développement en parlant par exemple de la « mère enceinte » ou de la « fillette analphabète ». Or, pour que sa condition progresse, il faut voir la femme non plus comme simple bénéficiaire du changement mais comme son instigatrice. Il faut donc entendre les voix des marginalisés et les écouter. Ce n'est que lorsque toutes les femmes auront les moyens d'exiger leurs droits que les gouvernements et les décideurs devront tenir les promesses qu'ils ont faites aux niveaux national et international.

Les questions, déjà évoquées, de l'éducation, de la santé et du travail sont pertinentes à cet égard car leur règlement renforcera l'aptitude des femmes à exercer leurs droits. Toutefois, d'autres facteurs essentiels sont régulièrement méconnus, comme le droit de vivre sans craindre la violence et les conflits. Le récent Sommet mondial l'a reconnu et s'est engagé à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Notre organisation souligne toutefois que les mots ne suffiront pas : pour parvenir à cette fin, il faudra absolument des ressources, des lois et une volonté politique.

Le programme « alphabétisation et développement » de Mothers' Union donne aux femmes et aux communautés les moyens de collaborer pour changer leur vie grâce à leurs compétences neuves et à leur confiance retrouvée. Annonciata, une Burundaise, l'a ainsi expliqué : « Désormais nous sensibiliserons les autres à l'amélioration de la condition de la femme. Les femmes peuvent maintenant exprimer leurs idées et connaître leurs droits. Nous pouvons participer au développement. Les veuves ne peuvent plus être privées d'abri. »

3. Un environnement propice au partenariat

Les partenariats entre gouvernements sont au cœur du développement bien que de nombreuses politiques en vigueur ne tiennent pas compte des principes d'égalité qu'implique la notion de « partenariat ». Toutefois, les gouvernements ne peuvent pas à eux seuls assurer l'égalité des sexes et doivent collaborer avec les ONG, les groupes confessionnels, la société civile et le secteur privé. Les gouvernements ne doivent pas méconnaître les effets positifs que ces partenariats peuvent avoir dans les communautés locales. Il faut à ces parties prenantes des ressources mais aussi un accès accru aux mécanismes de l'ONU, de l'État et de la collectivité que sont par exemple l'application et le suivi des OMD. Il est essentiel que les femmes participent tout autant que les hommes, tant de l'intérieur que du dehors des mécanismes politiques.

Le partenariat est crucial lorsqu'un élément des droits de la femme semble être en conflit avec la religion ou la culture. Ce n'est que lorsque les questions que posent certaines pratiques culturelles (telles que la mutilation génitale féminine, l'utilisation de préservatifs ou les droits sexuels) sont abordées sous l'angle de la culture qu'il est possible de lutter contre ces tensions et de dépasser l'idée que les droits de la femme sont un concept occidental. L'organisation Mothers' Union sait bien que les questions que pose l'égalité entre les sexes inquiètent la religion anglicane et elle tient à cultiver à tous les niveaux un dialogue sur les droits de la femme qui respecte les cultures.

Toutes les initiatives de l'organisation Mothers' Union sont menées par des membres de communautés locales qui comprennent, comme il se doit, les différentes cultures. À Kitale, dans le nord du Kenya, par exemple, Mothers' Union anime un programme d'éducation sur les mutilations génitales féminines et s'emploie à distinguer le mythe de la réalité.

4. Un contexte accueillant

Ce sont certes les femmes et les fillettes que les disparités entre les sexes lèsent le plus mais c'est toute la société qui en souffre. Il faut donc des initiatives qui s'adressent aux femmes tout en permettant la participation active des hommes, alliés indispensables pour le changement. L'égalité entre les sexes ne doit pas être ramenée à une question purement féminine. Il faut donner aux hommes les moyens d'en être les défenseurs. Il faudra pour cela réévaluer leur rôle dans la communauté, au travail et au foyer par rapport à celui des femmes. Ce processus gagne à ce que les besoins et les intérêts des femmes n'apparaissent pas comme un bloc monolithique de besoins rivalisant avec ceux des hommes. Il se peut en fait que l'inégalité entre les sexes ne représente qu'un domaine parmi plusieurs où les divergences se recoupent, comme c'est le cas pour les handicapés ou l'ethnie.

Le programme « alphabétisation et développement » de Mothers' Union est mixte. Pour Elizabeth, une Malawienne, cela a amené son mari à voir d'un tout autre œil le programme, la participation de sa femme à celui-ci et le rôle qu'elle joue dans la communauté : « Avant, mon mari ne voulait pas que je m'inscrive à ce programme. Maintenant qu'il voit de quoi je suis capable et comment ce programme nous aide, c'est lui qui me rappelle d'aller aux cours. »